

Brexit : le signe que la machine est cassée

On aura à peu près tout dit sur le Brexit, non seulement avant le référendum du 23 juin mais surtout après, depuis que l'on sait que les Anglais (évitons de généraliser en parlant des "Britanniques" afin de respecter le choix massif des Écossais en faveur du maintien) ont décidé de quitter l'Union Européenne.

Mais une fois l'émotion retombée, il faudra bien commencer à aborder les sujets qui fâchent, car un peuple, même manipulé par des politiciens aux ambitions populistes, ne décide pas de changer son destin de manière aussi brutale sans avoir de vraies raisons de le faire. Des raisons qui devraient inciter les institutions européennes à s'interroger sur leurs responsabilités, à commencer par le mépris avec lequel elles ont traité les inquiétudes des citoyens européens face à un monde croulant sous le poids d'une dette colossale qui ne semble jamais vouloir se résorber.

Un départ pour de mauvaises raisons

Ces inquiétudes, certains ont en revanche parfaitement su les exploiter outre-Manche, trouvant dans l'Union Européenne le coupable idéal de tous les maux de la Grande-Bretagne. Et finalement, le populisme comme le nationalisme aveugle auront eu raison d'un vieux mariage sans amour qui ne tenait plus que par les concessions que chacun des conjoints avait réussi à obtenir de l'autre. Un populisme dont les principaux instigateurs ont d'ailleurs avoué, dès le lendemain du référendum, qu'il s'était appuyé sur des allégations mensongères.

Néanmoins, l'Union Européenne est tout aussi coupable du Brexit, en raison de la politique du pire qu'elle mène depuis maintenant plusieurs années, notamment en matière financière, en réduisant tous les problèmes sociaux et économiques à de simples équations qu'il suffirait d'ajuster à grands coups de planche à billets. Déjà en 2011, la monnaie européenne avait eu à souffrir des dérives financières révélées trois ans plus tôt par la crise de 2008, des dérives internationales (mondialisation oblige) dont Londres fut d'ailleurs souvent l'épicentre, ne serait-ce qu'en sa qualité de première place financière européenne (au passage, selon l'agence de notation Standard Poor's, un cinquième de l'activité bancaire mondiale est réalisée à Londres).

Mais c'est bien l'arrogance de l'administration européenne qui a précipité le départ du Royaume-Uni ; une administration qui ne croyait pas un seul instant que les Anglais oseraient aller au bout de leur fronde et qui a sciemment poussé les marchés à anticiper massivement un maintien dans l'Union européenne durant toute la semaine qui a précédé le référendum. Comme pour rappeler que la démocratie directe, tout aussi symbolique qu'elle puisse être, n'était en réalité rien d'autre qu'un hochet que l'on tend aux peuples pour faire passer leurs caprices. Un dérivatif entretenant l'illusion de cette fameuse « liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes », mais qui ne faisait pas le poids devant le vrai pouvoir, le seul, celui de l'argent.

L'Europe tout entière ressort fragilisée du Brexit

Sauf que le résultat est là, et non seulement les Anglais ont cassé la machine (à leur grande surprise, d'ailleurs) mais ils ont également réussi à ébranler les fondements-mêmes de l'Europe unie. Et l'une des premières conséquences de ce séisme institutionnel va sans doute se ressentir au

niveau de la confiance des investisseurs, mais aussi des ménages, à l'égard de l'économie européenne. En effet, l'Europe ressort fragilisée de ce référendum, et la menace plane désormais de prochaines consultations populaires du même genre au sein d'autres pays de l'Union. Autant de raisons de douter de la solidité d'une construction qu'on savait artificielle dès le départ, mais dont on constate désormais l'incapacité à maintenir simplement son unité ; une instabilité et une incertitude qui rejaillissent tout naturellement sur l'Euro, construction monétaire tout aussi artificielle contre laquelle de plus en plus de voix s'élèvent pour en dénoncer les effets pervers sur l'accroissement des inégalités.

En France, par exemple, un récent sondage OpinionWay/AuCoffre.com montrait que 81% des personnes interrogées considéraient que l'Euro avait contribué à faire baisser leur pouvoir d'achat. Dans les faits, on sait que la réalité mérite d'être nuancée, mais les peuples votent en suivant leurs émotions, pas leur raison. De la même façon, 3 Français sur 5 estiment que l'Euro est avant tout une monnaie créée pour favoriser la spéculation financière, ce qui revient plus ou moins à la rendre responsable de la crise qui mine notre économie depuis huit ans. Enfin, si seuls 32% des personnes interrogées vont jusqu'à souhaiter la mort de l'Euro pour revenir au Franc, ils sont toutefois aussi nombreux à redouter cette issue... tout en restant persuadés que l'Euro est condamné quoi qu'on fasse. Sachant qu'on ne parle pas forcément des mêmes personnes (ceux qui le souhaitent d'une part et ceux qui l'appréhendent d'autre part), il est possible que près d'un Français sur deux ne se fasse plus guère d'illusion quant à l'avenir de l'Euro.

Le sursaut de l'or marque la limite du système actuel

À ce titre, même si elle était attendue, la brusque remontée du cours de l'or ne doit pas être considérée comme un simple jeu de vases communicants entre crise et valeurs refuge, mais plutôt comme le signe que le système monétaire actuel a atteint une certaine limite, tout au moins dans ce que les gens sont prêts à accepter. Une monnaie basée sur la dette peut avoir des avantages, en particulier le déverrouillage de l'économie, qui devient alors celle de tous les possibles, sans plus aucun plafond déterminé par une quelconque contrepartie "physique" à la richesse créée. Mais quand la dette s'emballe, quand la richesse ne sert plus les intérêts des citoyens et contribue au contraire à les appauvrir davantage au profit d'une élite de plus en plus riche qui ne reverse plus rien aux autres strates de la société (merci les paradis fiscaux), alors l'essence même de la monnaie fiduciaire, à savoir la confiance, disparaît. Ainsi le sondage précité montre que 60% des Français voudraient que l'Euro soit garanti par l'or présent dans les coffres des Banques centrales (par exemple la Banque de France) et 36% vont même jusqu'à affirmer que, selon eux, l'or constituerait une meilleure monnaie que l'Euro.

Quoi qu'il en soit, Européens nous sommes et Européens nous devons rester, ne serait-ce que parce que ce beau projet est né de la volonté de ne plus voir de guerres endeuiller le continent européen. Et, en dépit des attaques répétées envers notre unité (que ce soit de la part d'idéologies obscurantistes réfractaires à la modernité, ou au contraire émanant d'autres grandes puissances économiques qui agissent plus subtilement dans le but de conquérir notre marché commun), force est de constater que les nations européennes sont en paix les unes envers les autres depuis plus de 70 ans maintenant, soit la plus longue période de toute l'histoire connue. Rien que cela mérite qu'on fasse l'effort de préserver l'idée d'une Europe unie, d'autant plus que les jeunes générations se retrouvent totalement dans la plupart des valeurs communes d'une construction européenne forte, axée autour de projets ambitieux qui ne se contentent plus de gérer le présent mais préparent aussi l'avenir. Développement durable, économie collaborative, finances éthiques ou encore commerce équitable sont autant d'objectifs aussi nobles que fédérateurs, mais qui ne pourront pas voir le jour sans un environnement politique redevenu aussi respectueux que respectable.

Et il faudra aussi une monnaie forte, c'est-à-dire dans laquelle les gens auront retrouvé la confiance, adossée par exemple à une richesse tangible, perceptible et compréhensible par tout le monde. Mais

cette monnaie ne pourra pas tout faire et il faudra peut-être accepter l'idée qu'au-delà de la devise supranationale, on puisse avoir besoin de monnaies complémentaires solides (donc, oublions le bitcoin) afin d'accompagner le développement d'économies locales, sociales et solidaires dont l'émergence aura été favorisée par un projet communautaire ayant enfin renoué le contact avec les peuples.

Article écrit par Jean-François Faure pour L'Or et l'Argent